



La jeunesse européenne, quelle suite ?

- www.dialoguejeunesse.be -

Dialogue Structuré

- CYCLE 6 -

2017-2018

Le DS c'est quoi ?

Le Dialogue Structuré - ou « DS » - existe depuis 2010. Il s'agit d'un processus mis en place par l'Union européenne pour promouvoir la **citoyenneté active des jeunes** et leur permettre de faire entendre leur voix auprès des Etats membres et de la Commission européenne. Ils peuvent notamment donner leur avis sur les politiques de jeunesse de l'Union européenne.

Chaque cycle dure 18 mois et propose une thématique prioritaire sur laquelle un dialogue est établi. A la fin de chaque cycle un résultat politique est obtenu (résolution du Conseil de l'Union européenne, recommandations,...).

En Fédération Wallonie-Bruxelles, ce sont **les BeYA, les Belgium Young Ambassadors**, qui dirigent les consultations et qui relayent les demandes des jeunes vers les décideurs. **Une équipe de « Jeunes Ambassadeurs » collabore pour faire fonctionner ce processus !** Le Conseil de la Jeunesse est quant à lui chargé de la coordination des démarches, et de la sélection des BeYA.

Le Dialogue Structuré dispose également d'un **comité de pilotage, appelé le National Working Group (NWG)**. Ce dernier encadre et accompagne le travail effectué tout au long du cycle, et constitue une plateforme de relais (interne) des demandes des différents acteurs qui le composent, mais aussi de relais (externe) des consultations vers les réseaux qu'ils peuvent atteindre.

Pour le Cycle 6, le NWG était constitué du Service Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, du Bureau International Jeunesse (BIJ), de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse, et de l'Aide à la Jeunesse (OEJAJ), du Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC), de la Confédération des Organisations de Jeunesse (COJ), de Relie-f asbl, et du Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA).



**Pour résumer : avec le Conseil de la Jeunesse et les Jeunes Ambassadeurs :
Les jeunes s'expriment, renforcent la démocratie et participent à la construction européenne !**

Les BeYA

BELGIUM YOUNG AMBASSADORS

Les jeunes sont l'élément central de tout ce processus:

Que pensent-ils ?

Quelles réalités
vivent-ils
au quotidien ?

Que
souhaitent-ils
pour leur
futur ?

Les BeYA ou « Belgian Young Ambassadors » ont pour mission de découvrir ce que pensent les jeunes à travers des consultations qu'ils réalisent sur le terrain, et de relayer ces informations vers le haut de l'échelle (au niveau national et européen), notamment via des rencontres officielles avec les autorités et ministres compétents.

La Team 2017-2018 ?

Anissa Batik, Augustine Hermans, Bertrand Crosset, Glodie Ngunz Tshulpey, Kévin Karena, Adil Madani, Mateusz Rutyna, Sarah Glarner, Tatiana Stellian, Yasmine Naciri, Delphine Rochus, Josué Musa.



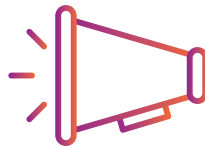
Le cycle

DE JUILLET 2017 À DÉCEMBRE 2018

La Jeunesse européenne : quelle suite ?

Le but du cycle 6, initié en juillet 2017 était de consulter les jeunes afin de comprendre leurs attentes et leurs aspirations pour leur Union européenne idéale. Fin novembre 2018, les Etats membres de l'Union européenne ont adopté une résolution définissant les contours d'une nouvelle Stratégie Jeunesse au niveau européen. Il s'agit d'un accord de coopération reprenant les grandes orientations des politiques de jeunesse européennes pour la période 2019-2027.

Le Dialogue Structuré a permis de faire entendre la voix des jeunes dans les négociations de cet accord !



Objectifs pour la Jeunesse

Youth Goals

Les BeYA et les autres jeunes représentant.e.s européen.ne.s n'ont pas chômé en 2018 ! Ils/elles ont eu l'occasion de se rencontrer à trois reprises pour discuter des aspirations de leur génération.

En avril 2018, ils/elles se sont réunis à Sofia pour établir un document reprenant dans les grandes lignes l'opinion des jeunes pour l'Europe du Futur. Cela a donné naissance aux

YOUTH GOALS !

Ceux-ci sont le fruit des points de vue de plus de
45 000 jeunes de toute l'Europe.

Les youth goals

Voici les 11 Objectifs pour la jeunesse :



Connecter l'Union européenne avec la jeunesse. Promouvoir le sentiment d'appartenance des jeunes au projet européen et construire des ponts entre l'UE et les jeunes afin de leur redonner confiance en l'UE et d'augmenter leur participation à celle-ci.



Egalité de tous les genres. Assurer l'égalité de tous les genres et des approches genrées dans tous les domaines de la vie d'un jeune.



Sociétés inclusives. Rendre possible et assurer l'inclusion de tous les jeunes dans la société.



Information et dialogue constructif. Garantir aux jeunes un meilleur accès à des informations fiables, encourager leur capacité à évaluer l'information de manière critique et à s'engager dans un dialogue participatif et constructif.



Santé mentale et bien-être. Atteindre un meilleur niveau de bien-être mental et mettre un terme à la stigmatisation des problèmes de santé mentale, en promouvant l'inclusion sociale de tous les jeunes.



Soutenir les jeunes rurales. Créer des conditions favorables à l'accomplissement des jeunes et de leur potentiel dans les zones rurales.



Qualité de l'emploi pour tous. Garantir l'accessibilité au marché du travail pour tous les jeunes avec des débouchés menant à des emplois de qualité.



Apprentissages de qualité. Inclure et améliorer les différentes formes d'apprentissage qui préparent les jeunes aux défis du 21^e siècle et d'une société en mutation.



Espaces et participation pour tous. Renforcer la participation démocratique et l'autonomie des jeunes tout en leur fournissant des espaces consacrés à la jeunesse dans toutes les sphères de la société.



Une Europe verte et durable. Parvenir à une société dans laquelle tous les jeunes sont écologiquement actifs, sensibilisés et capables de faire la différence dans leur vie quotidienne.



Organisations de jeunesse et programmes européens. Assurer un accès égal aux organisations de jeunesse et aux programmes européens de jeunesse pour tous les jeunes, afin de bâtir une société basée sur des valeurs européennes et une culture commune. Tu peux retrouver plus d'informations sur les Youth Goals sur www.youthgoals.eu.

Et le G100 dans tout ça ?

C'est dans ce contexte que nous avons organisé un G100 à la Maison de l'Histoire européenne à Bruxelles, le 10 novembre 2018. L'objectif : **faire dialoguer 100 jeunes avec des décideurs politiques et faire émerger leurs revendications sur des thématiques qui les concernent**. A propos de sujets européens bien sûr, mais aussi sur d'autres sujets liés au Youth Goals et à différents niveaux de pouvoir en Belgique.

Nous avons organisé **6 tables rondes encadrées par 6 facilitateurs et 6 experts**, qui ont outillé les jeunes de façon à pouvoir formuler des recommandations. Au cours de l'après-midi, ces dernières ont été adressées aux décideurs politiques en face-à-face. Des échanges très riches dont nous vous livrons le contenu dans les pages qui suivent...

Dès l'inscription des jeunes au G100 et tout au long de l'évènement, une application reprenant les thèmes, les contacts des personnes présentes (jeunes, experts et politiques), des questions sur les thématiques, des jeux, etc. était disponible et accessible à tous les participants.

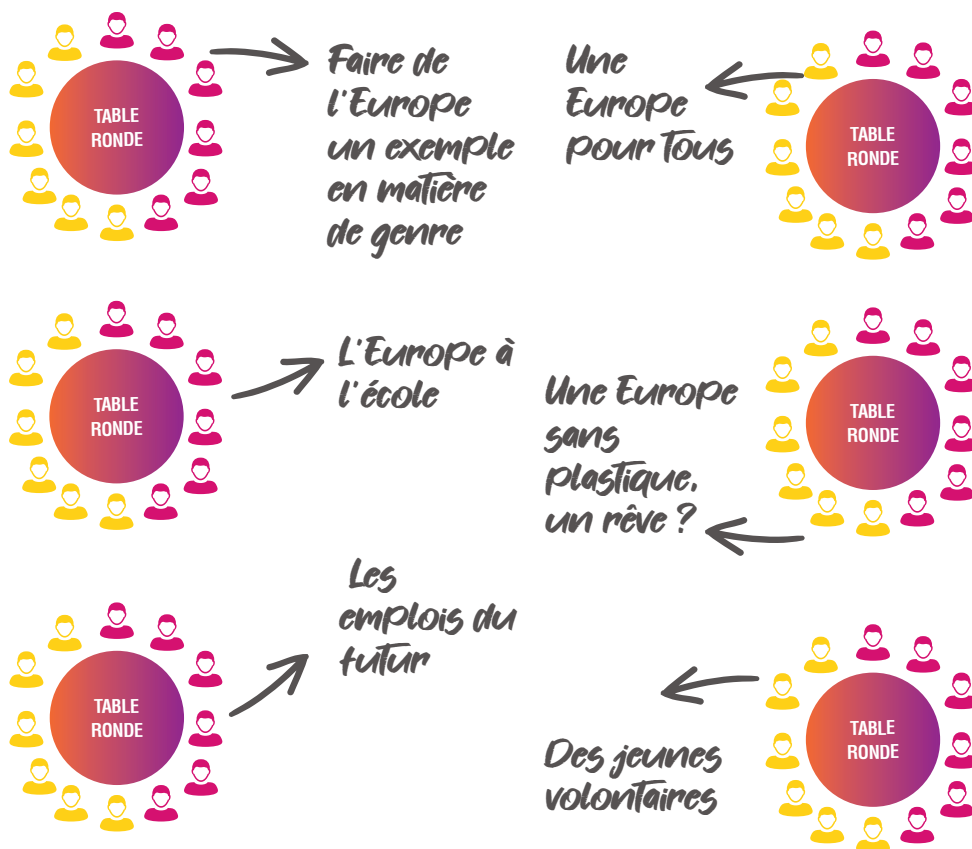




Table ronde

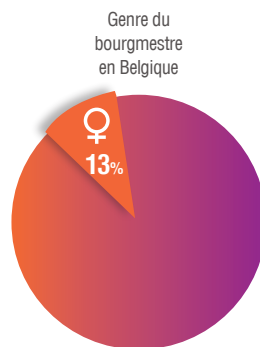
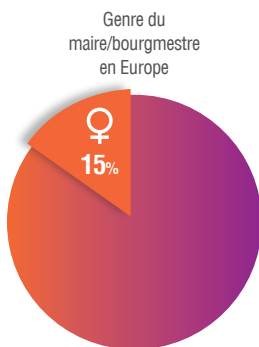
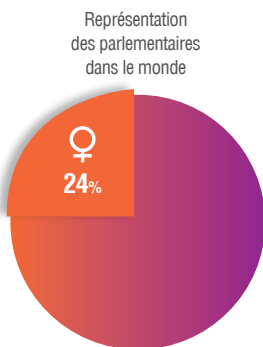
1

*Faire de l'Europe un exemple
en matière de genre.*

Experte : Manon Deshayes du Lobby européen des femmes (EWL).

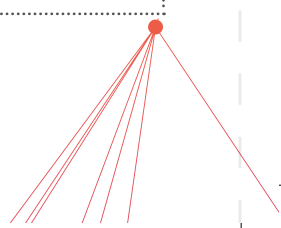
Il s'agit d'un mouvement européen rassemblant plus de 2000 organisations et dont l'objectif est de construire un espace de dialogue entre les citoyen.nes et les décideur.euses politiques européen.ne.s. Le European Women's Lobby défend le droit des femmes et l'égalité des genres afin d'amener un réel changement en matière de genre au sein de l'Europe.

LA REPRÉSENTATION DES FEMMES EN POLITIQUE EN EUROPE ET EN BELGIQUE (2017)



Lors des discussions en tables rondes, les jeunes ont émis les recommandations suivantes :

- ✓ Il faut inclure la dimension du genre dans la formation des enseignants de tous les niveaux éducatifs.
- ✓ Il faut des formations continues qui implémentent un volet « genre » dans tous les domaines du secteur professionnel.
- ✓ Il faut donner du pouvoir aux politiques en instaurant des indicateurs gérés par une structure indépendante afin de contrer les marques et lobbys qui valorisent des idéologies sexistes.



Et les résultats de notre grande consultation*, ils disent quoi ?

Une volonté d'égalité de genre

96% des jeunes trouvent important de s'assurer que les femmes et les filles ne soient plus discriminées dans les dix prochaines années

Lors de la rencontre avec les personnalités politiques, celles-ci se sont engagées à prendre en compte les recommandations émises par les jeunes lors des tables rondes :



Je m'engage, au niveau local, à prévoir des budgets nécessaires pour mener à bien les politiques adaptées aux deux genres (genderbudgeting). Je veux mettre en place une charte européenne pour l'égalité des hommes et des femmes dans la vie locale.

Dans le cadre du genre à l'école, je m'engage à développer des partenariats avec d'autres structures sur les questions de l'EVRAS et de la citoyenneté.

Je m'engage, en qualité de parlementaire, à participer à des débats publics afin de pouvoir mener une réflexion et communiquer sur la place de l'homme et de la femme.

Au niveau du parlement, je m'engage à débattre en interpartis à ce sujet. ●●

Magali Plovie (députée bruxelloise Ecolo)



Dans le cadre scolaire, je m'engage à promouvoir la formation des enseignants et éducateurs à ce sujet. Nous devons lutter contre les stéréotypes via notamment les médias.

Les manuels scolaires sont à modifier. La thématique du genre est une des rares politiques qui sorte du clivage gauche/droite.

Au niveau communal, je m'engage à inclure le genderbudgeting.

J'insisterai pour plus de présence de femmes dans les collèges et conseils communaux.

Il en va de même au niveau régional avec notamment le besoin de plus de femmes dans les postes para-régionaux. ●●

Nadia El Yousfi (députée bruxelloise PS)



Je m'engage à continuer à mener des campagnes d'informations sur les inégalités encore existantes aujourd'hui.

Je m'engage à lancer de nouveaux appels à projets auxquels pourra participer la société civile. ●●

Lena Claes (collaboratrice de Bianca Debaets, Secrétaire d'état bruxelloise CDN'V)

*Pour retrouver la note méthodologique de cette consultation, rendez-vous dans l'onglet Consultations du site www.dialoguejeunesse.be

Table ronde

Une Europe pour Tous

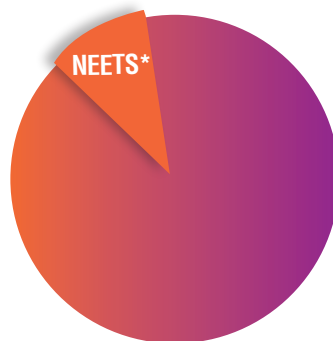
2

Experte : Christine Mahy, Secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP). Cette ASBL interpelle le monde politique en matière de lutte contre la pauvreté à travers la participation des populations. Dans un souci de justice sociale, indispensable à la démocratie, le RWLP revendique l'accès et l'exercice des droits des personnes en situation de pauvreté en Région Wallonne et a pour but ultime l'éradication totale de la pauvreté.

9% des jeunes belges (18-24 ans) ne suivent pas d'études ou de formations et ne travaillent pas.



JEUNES BELGES (2017)



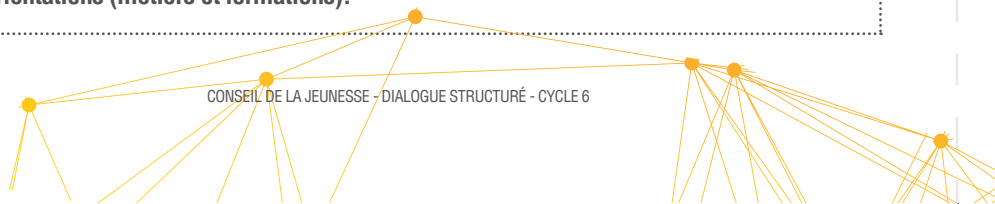
**NEETS (Not in Education, Employment or Training):
jeunes qui ne sont ni à l'emploi, ni aux études, ni en formation.*



Lors des discussions en tables rondes, les jeunes ont émis les recommandations suivantes :

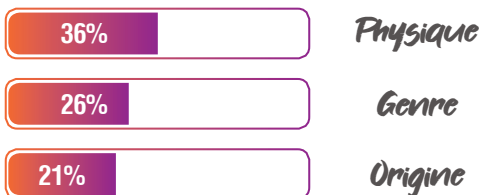
Pour lutter contre la stigmatisation des jeunes dits marginalisés et afin de remettre du sens dans l'existence (et notamment le travail) des jeunes, nous souhaitons que l'Europe travaille sur :

- ✓ **La revalorisation de l'enseignement professionnel et technique dans le but de rendre attractifs les métiers manuels.**
- ✓ **L'accessibilité à l'enseignement pour tous par différents moyens dont la réduction du coût des études.**
- ✓ **L'amélioration de la communication d'informations quant aux différentes aides possibles et orientations (métiers et formations).**



Et les résultats de notre grande consultation*, ils disent quoi ?

Le physique, le genre/sexe et l'origine sont les trois facteurs les plus récurrents lorsque les jeunes déclarent avoir été victimes d'une discrimination.



Des progrès sont à réaliser au sein des établissements scolaires, des lieux de travail et des médias.



Lors de la rencontre avec les personnalités politiques, celles-ci se sont engagées à prendre en compte les recommandations émises par les jeunes lors des tables rondes :

“ Je m'engage à relayer les recommandations pour la revalorisation de l'enseignement technique et professionnel. ”

Kenza Yacoubi (députée bruxelloise PS)

“ Je m'engage à continuer à lutter pour la gratuité de l'enseignement. ”

Caroline De Bock (conseillère communale PTB à Ixelles)

*Pour retrouver la note méthodologique de cette consultation, rendez-vous dans l'onglet Consultations du site www.dialoguejeunesse.be

Table ronde

L'Europe à l'école



Experte : Hélène Brasero-Martin, Office supervisor d'Europe Direct Brussels. Europe Direct Brussels fait partie d'un réseau de relais d'informations de la Commission européenne. Ces relais informent les citoyens belges sur l'Union Européenne en général, ses politiques et leurs droits en tant que citoyens européens. Cette organisation s'occupe également de faire la promotion de l'Europe dans les écoles.

Ce que les programmes scolaires disent de l'Europe

La question de l'Europe est abordée dans plusieurs cours, tant dans l'enseignement général que dans l'enseignement qualifiant. On peut citer par exemple les cours d'histoire, de géographie, de sciences économiques, de sciences sociales, de formation historique et géographique, de formation économique et sociale... A chaque fois donc, c'est un aspect de l'Europe qui est approfondi.

On peut cependant regretter que l'Union européenne ne soit jamais vue de manière entièrement transversale, même s'il existe des outils dans ce sens à proposer aux écoles. On notera par ailleurs que, dans l'enseignement qualifiant, le fait de réunir certains cours (histoire et géographie par exemple) en un seul semble faciliter une approche transversale et globale de l'Europe.

Ces mesures viseront à implémenter au sein des écoles une culture de la participation chère à l'UE. On peut d'ailleurs y ajouter encore le tout récent cours d'Education à la Philosophie et à la Citoyenneté.

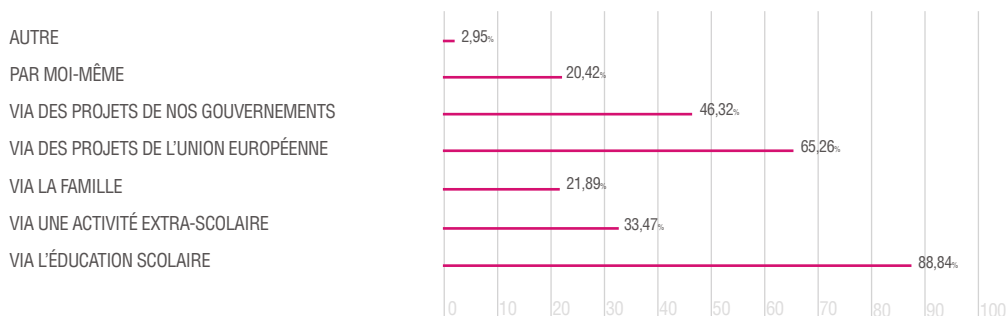


Lors des discussions en tables rondes, les jeunes ont émis les recommandations suivantes :

- ✓ **Partir du vécu des élèves pour que le cours soit plus interactif et afin que l'Europe soit une matière à part entière de notre formation. Il faudrait pouvoir l'étaler sur tout le cursus scolaire.**
- ✓ **Inclure une formation sur l'Europe dans le parcours académique des professeurs.**
- ✓ **Démystifier l'idée de cette Europe élitiste et déconnectée du citoyen en vulgarisant les actions européennes de sorte qu'elles soient accessibles au plus grand nombre.**

Et les résultats de notre grande consultation*, ils disent quoi ?

Comment devrait-on apprendre ce que sont l'Europe et l'Union européenne ?



Lors de la rencontre avec les personnalités politiques, celles-ci se sont engagées à prendre en compte les recommandations émises par les jeunes lors des tables rondes :

●● Je m'engage à promouvoir l'élargissement des Erasmus aux étudiants du secondaire, technique et professionnel.

Je m'engage à inciter les jeunes à la démocratie participative européenne (par exemple dans des cours donnés de façon transversale). ●●

Georges-Louis Bouchez délégué Général du MR)

●● Je m'engage à développer des outils ludo-pédagogiques officiels propres à la Fédération Wallonie-Bruxelles relatifs à la connaissance de l'UE à l'usage des enseignants. ●●

Isabelle Emmery (députée bruxelloise PS)

●● Je m'engage à interpeller les personnes qui rédigent les nouveaux référentiels sur la place qu'ils accordent à l'Europe dans ceux-ci. Il ne faut pas limiter l'Europe à ses institutions, c'est une vision large de l'Europe comme une entité, comme projet. ●●

Laurent de Brier (directeur de Cabinet de Marie-Martine Schyns, Ministre de l'Éducation CDH)

●● Je m'engage à mettre la formation à l'identité et l'histoire européenne dans le projet pédagogique des écoles de la Ville de Bruxelles ●●

Fabian Maingain (député bruxellois DéFi)

*Pour retrouver la note méthodologique de cette consultation, rendez-vous dans l'onglet Consultations du site www.dialoguejeunesse.be

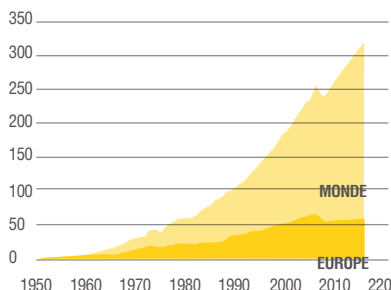
Table ronde

Une Europe sans plastique. un rêve?



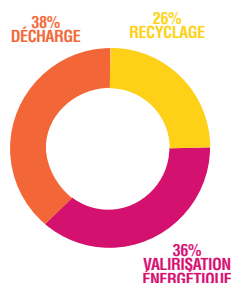
Expert : Sébastien Willemart a effectué un stage au Consulat de Belgique au Brésil, dans un Ministère brésilien, chez WWF-Belgique, auprès de l'Union Européenne et aux Nations Unies. Aujourd'hui, il effectue des recherches sur l'analyse des politiques européennes, la transition énergétique, le développement du commerce et l'intégration. Il est dévoué au secteur de l'eau et à la lutte contre le changement climatique. Il participe d'ailleurs activement à des forums internationaux tels que le Forum mondial de l'eau, la Conférence nord-américaine sur l'eau, la COP21 et la COP23.

- L'EUROPE PRODUIT 25 MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS PLASTIQUES PAR AN
- CHAQUE ANNÉE, 26% SONT RECYCLÉS,
- 36% SONT UTILISÉS POUR CRÉER DE L'ÉNERGIE
- ET 38% SONT MIS EN DÉCHARGE. AUTREMENT DIT,
- PLUS D'UN TIERS, SOIT 10 MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS PLASTIQUES NE SONT PAS EXPLOITÉS EN EUROPE.



Consommation mondiale de plastique.

Source : PlasticsEurope Market Research Group, 2016



Secteur de traitement des déchets plastiques en Europe.



Lors des discussions en tables rondes, les jeunes ont émis les recommandations suivantes :

- ✓ **Transférer la responsabilité de la gestion des produits après leur utilisation au secteur privé par la mise en place de consignes. Ceci permettra une conscientisation du secteur à la problématique de l'utilisation des plastiques. Ce transfert doit se faire avec un accompagnement des Etats.**
- ✓ **Harmoniser les processus de collecte et de tri entre les différents pays de l'UE. Cela permettra de réaliser des économies d'échelle et de parvenir à une meilleure gestion.**
- ✓ **Offrir des incitants économiques pour les entreprises et les start-ups européennes dont la production est basée en Europe et qui travaillent sur la mise en place d'alternatives. Une limite temporelle doit être mise en place.**
- ✓ **Imposer des taxes sur les produits plastiques les plus polluants, ce qui augmentera leur prix et aura un effet dissuasif pour le consommateur. Le produit de ces taxes pourra être réinvesti dans la recommandation n°3 ou dans des initiatives citoyennes.**

Et les résultats de notre grande consultation*. ils disent quoi ?

Une Europe plus verte

Parmi les thématiques que les jeunes veulent voir être traitées par l'Union européenne, 72% ont mentionné l'environnement.



Lors de la rencontre avec les personnalités politiques, celles-ci se sont engagées à prendre les recommandations émises par les jeunes lors des tables rondes :

“ Je m'engage à faire en sorte que les aides structurelles européennes soient plus conditionnées à des résultats liés au respect de l'environnement. Je souhaite œuvrer pour la création d'un observatoire d'évaluation permanente des décisions prises en matière de déchets.

Au niveau régional, je m'engage à renforcer les subventions aux start-up et à la recherche (écodesign, autre consommation, recyclage).

Au niveau local, je m'engage à soutenir l'interdiction dès 2019 de tous les plastiques à usage unique dans tous les événements (festivals, festivités,...). ”

Evelyne Huytebroeck (députée bruxelloise ECOLO)

“ Je m'engage à soutenir, via des incitants économiques, les start-up et entreprises qui sont à la recherche d'alternatives.

Je m'engage à promouvoir l'écoconception. Les nouveaux objets doivent pouvoir être démontables et remplaçables. Il faut aussi y réfléchir dans le domaine de la construction/déconstruction.

Je m'engage à soutenir la recherche du traitement P+MC en privilégiant les techniques physiques plutôt que chimiques.

Je m'engage à lutter contre les micro-plastiques dans les eaux et sur les terres.

Je m'engage à soutenir la valorisation de l'économie circulaire (repair cafés). Ne pas jeter si pas cassé, principe de consommation éco-responsable.

Je m'engage à freiner l'incinération et soutenir la biométhanisation.

Je m'engage à faire revoir certaines pratiques agricoles (bâches en plastique,...).

Je m'engage à soutenir la recherche concernant l'humusation. ”

Véronique Waroux (députée wallonne CDH)

*Pour retrouver la note méthodologique de cette consultation, rendez-vous dans l'onglet Consultations du site www.dialoguejeunesse.be

Table ronde

Emplois du futur

Experte : Maria Jepsen est actuellement directrice du Département de recherche à l'Institut syndical européen. Il s'agit d'un centre de recherche et d'entraînement découlant de l'European Trade Union Confederation (ETUC). En lien avec des universités et des experts, ETUC a développé une expertise qu'il met au service des intérêts des travailleurs au niveau européen et s'occupe de renforcer la dimension sociale de l'UE.

La robotisation impactera fortement l'emploi : selon l'OCDE, 14% des travailleurs risquent de voir leurs tâches automatisées ; 30% verront leur travail changer considérablement.

Plus que jamais, des formations sont indispensables : pour les jeunes, pour les travailleurs, et pour les chefs d'entreprise (41% des entreprises européennes n'utilisent pas les techniques numériques de pointe).



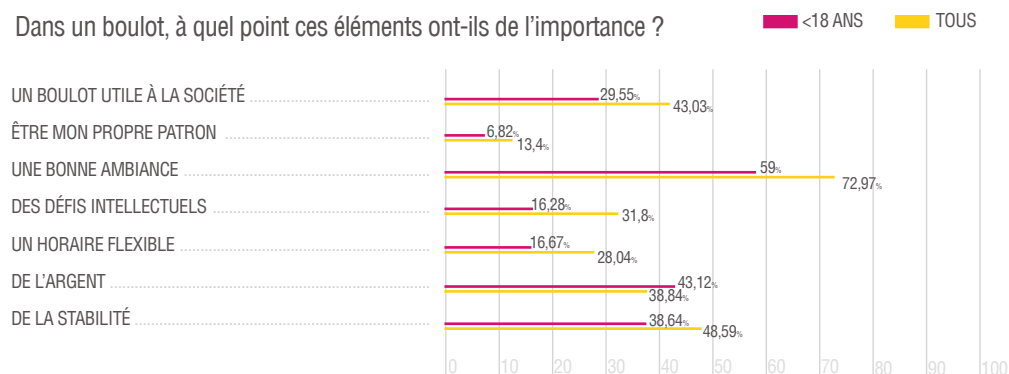
Lors des discussions en tables rondes, les jeunes ont émis les recommandations suivantes :

- ✓ **Mener une réflexion éthique à propos de l'intelligence artificielle en associant les citoyens.**
- ✓ **Agir pour le bien-être au travail et pour lui donner sens à l'approche de la digitalisation.**
- ✓ **Chercher des solutions pour les défis de la transition numérique: nouveaux types d'emplois, réorientation des métiers.**
- ✓ **Soutenir les formes alternatives de production économique, en accord avec les enjeux climatiques.**
- ✓ **Financer les institutions publiques pour l'amélioration de l'outil numérique en respectant la prévalence de l'humain dans son rapport aux machines.**
- ✓ **Renforcer l'éducation aux médias, au numérique et à la programmation pour favoriser une utilisation optimisée d'internet, et se préparer aux emplois de demain.**

Et les résultats de notre grande consultation . ils disent quoi ?*

**95% des jeunes interrogés pensent que
les nouvelles technologies vont modifier le monde du travail.**

Dans un boulot, à quel point ces éléments ont-ils de l'importance ?



Lors de la rencontre avec les personnalités politiques, celles-ci se sont engagées à prendre les recommandations émises par les jeunes lors des tables rondes :

“ Je m’engage à travailler pour améliorer le niveau moyen de qualification (puisque’il y a 36% de personnes peu qualifiées en recherche d’emploi pour seulement 10% d’emplois peu qualifiés).
Je m’engage à promouvoir pour chaque citoyen un “capital formation” tout au long de l’existence.
Je m’engage à adapter les politiques de formation aux nouvelles niches économiques et aux évolutions technologiques. ”

Didier Gosuin (Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l’Economie et de l’Emploi DéFi)

“ Je m’engage à œuvrer vers une transition numérique de l’ensemble de la société (parce qu’elle nous touche dans tous les secteurs de notre vie).
Je m’engage à instaurer un compte formation continu tout au long de la vie (quel que soit le statut de la personne: salarié, indépendant,...) pour pouvoir s’adapter à tout moment. ”

Hamza Fassi-Fihri (député bruxellois CDH)

“ Je m’engage à proposer de permettre à chacun d’avoir accès à une allocation en cas de démission/cessation d’activité pour entamer une formation, se relancer, rebondir dans la vie.
Je m’engage à œuvrer pour augmenter la formation aux nouvelles technologies tout au long de la vie. ”

Gilles Vanden Burre (député fédéral ECOLO)

“ Je m’engage à lutter pour une RCTT (Réduction Collective du Temps de Travail). ”
Julien Uyttendaele (député bruxellois PS)

*Pour retrouver la note méthodologique de cette consultation, rendez-vous dans l’onglet Consultations du site www.dialoguejeunesse.be

Table ronde

Des jeunes volontaires



Experte : Marguerite Potard est directrice des stratégies et de la communication pour le WOSM (World Organization of the Scout Movement). Elle représente donc le Mouvement Scout au sein des institutions européennes. Le Bureau Européen du Scoutisme aide 41 organisations de scouts nationales à mettre en œuvre des interventions éducatives efficaces et durables répondant aux besoins de nos sociétés. Les volontaires sont au cœur des projets et l'élément central de cette méthode d'éducation non formelle qu'est le scoutisme.

- Dans le monde, **109 millions d'équivalents temps plein** sont volontaires.
- **70 %** de l'activité volontaire s'organise informellement et **30 %** au sein de structures et d'organisations.
- Selon Jacques Ion, sociologue français, **20% des jeunes font du volontariat** en Belgique.
- Sur l'ensemble du volontariat belge **12,9%** ont **entre 15 et 30 ans**. Le nombre annuel moyen d'heures consacrées au volontariat par les jeunes est de **226,4 h**.
- En Belgique, il existe une **loi sur le volontariat depuis 2005**. Mais près d'un État sur cinq n'a pas de cadre juridique.



Lors des discussions en tables rondes, les jeunes ont émis les recommandations suivantes :

- ✓ **Mettre en place un cadre de référence qui permettrait de reconnaître de manière uniforme les expériences de volontariat (par la délivrance d'un document officiel ou la mise en place d'un portail en ligne). Le but est de promouvoir les expériences acquises au sein de structures plus petites et moins reconnues au même degré que les expériences acquises au sein de groupements notoires (Les Scouts, etc).**
- ✓ **Mettre en place des politiques visant à promouvoir le volontariat auprès des plus jeunes (dès 10-12 ans) et à garantir l'accès du volontariat à toutes les couches de la population.**



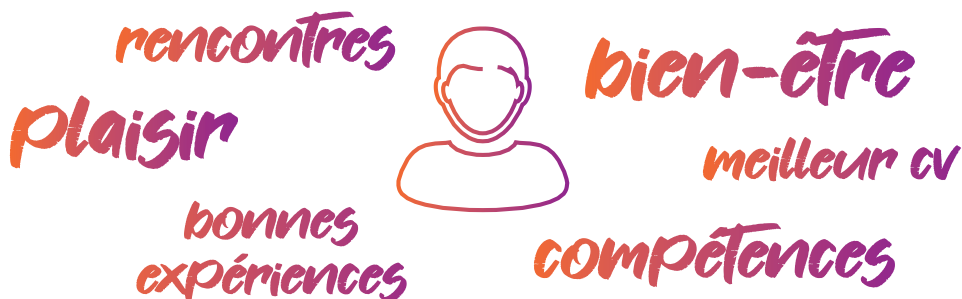
Ensuite, créer une base de données qui reprendrait toutes les offres du volontariat (pas de concurrence entre les volontaires, vision globale de l'offre et de pouvoir saisir les opportunités qui sont le plus susceptibles d'intéresser le volontaire). De plus, encourager tout type d'initiatives qui répondent à des problématiques d'actualité (situations d'urgence, locales).

- ✓ Mettre en place au niveau administratif un statut de volontaire pour faciliter les procédures (exemple : éviter les pénalisations pécuniaires par les services du chômage ou allocations familiales).

Et les résultats de nos consultations . ils disent quoi ?

Le volontariat semble apporter au volontaire **du plaisir (84,96%)**, **des rencontres (85 %)**, mais aussi **des compétences(72,37%)**.

De même, un volontaire sur deux estime que cela lui **apporte du bien-être(52,26%)** et que cette **expérience est bonne pour son C.V.(50,56%)**.



Lors de la rencontre avec la personnalité politique, celle-ci s'est engagée à prendre les recommandations émises par les jeunes lors des tables rondes :

“ Je m'engage à proposer des résolutions auprès du gouvernement régional bruxellois afin de pouvoir permettre la reconnaissance du parcours du volontariat dans le CV et d'obtenir une attestation de volontariat. ”

Mohamed Azzouzi (député bruxellois PS)

* Chiffres issus de la consultation du Conseil de la Jeunesse effectuée en 2018-2019 sur le volontariat.



Et si on s'inventait une Stratégie jeunesse ?

A la fin du Cycle 6 qui s'est clôturé en décembre 2018, **les BeYA** ont fait le point sur ce que leur avait apporté cette expérience. Suite à cette discussion, ils ont souhaité aller plus loin. En effet, ils ont pu travailler et influencer la Stratégie Jeunesse européenne – véritable plan d'action pour les politiques de jeunesse en Europe -, mais souhaitent désormais avoir une répercussion en Fédération Wallonie-Bruxelles. Actuellement, cette dernière ne s'est pas encore dotée d'une telle stratégie pour ses jeunes. C'est pourquoi le Conseil de la Jeunesse a créé un avis sur le sujet.

BRUXELLES, NOVEMBRE 2018

- Avis officiel -

Plaidoyer pour une stratégie jeunesse en Fédération Wallonie-Bruxelles

Tous, nous souhaitons voir aboutir nos rêves au cours de notre vie.

Pour les voir se réaliser, nous imaginons des projets pour lesquels nous établissons des plans de travail et des stratégies. Et voilà, le mot est lâché : stratégie. Que ce soit au niveau personnel ou professionnel, nous en élaborons. Il en va également de même pour les institutions publiques et nos gouvernements. Stratégie de recherche, stratégie numérique pour l'éducation, ... : autant de stratégies mises en place au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toutefois parmi toutes celles-ci, il en manque une d'une importance capitale, à savoir une stratégie jeunesse.

Lors des dernières élections, des jeunes figuraient sur les listes électorales et ont obtenu la confiance des citoyens. Cette présence est certes un grand pas, mais ce n'est pas suffisant. **Les jeunes souhaitent des actes forts et concrets leur permettant de faire face aux nombreux défis qui les attendent : lutte contre le chômage et la précarité, défi environnemental, repli des sociétés, lutte contre les fake news et la désinformation, ...** Ces défis, s'ils ne sont pas relevés, peuvent provoquer doute et incertitude, véritables leviers pour le populisme et les extrêmes qui menacent le vivre-ensemble et notre démocratie.

Les jeunes ne restent pas passifs face à ces défis, loin de là. Nombre d'entre eux s'engagent, pour certains en politique, mais pour beaucoup aussi dans le monde associatif ou dans des initiatives citoyennes. Il est donc important qu'ils soient écoutés et soutenus par nos responsables politiques. **Les jeunes constituent le présent et le futur de notre société. Cette raison, à elle seule, suffit à démontrer l'importance d'investir dans la jeunesse.**

La quasi-totalité des pays de l'Union européenne dispose d'une stratégie jeunesse, et ce même dans certains états ne disposant pas d'un Ministère de la jeunesse. Ainsi, l'Ecosse, la Croatie, la Roumaine, la Slovénie, mais aussi les communautés flamande et germanophone ne sont que quelques exemples de pays et régions ayant mis sur pied une stratégie jeunesse. La Fédération Wallonie-Bruxelles, pourtant partie intégrante d'un

Etat membre fondateur de l'Union européenne, elle, figure en bas du classement dans ce domaine.

Il est temps de prendre ses responsabilités. L'opportunité ne peut en effet être plus belle. Ce 26 novembre 2018, la nouvelle Stratégie européenne pour la Jeunesse 2019-2027 a été votée. Par ailleurs, en mai, nous voterons non seulement pour les élections européennes, mais aussi pour les niveaux fédéraux et régionaux. Il est temps que le Gouvernement saisisse cette occasion et pose un acte fort.

La Fédération Wallonie-Bruxelles a déjà tenté d'établir une stratégie jeunesse en 2011, tentative avortée. Une ébauche figure également dans la note d'orientation 2014-2019 présentée au Gouvernement en 2015. Mais nous restons encore aujourd'hui sans plan d'action réel.

Pourtant, établir une stratégie jeunesse ne peut qu'éclaircir le futur de nos jeunes générations. Et celle-ci doit nécessairement présenter des objectifs concrets, quantifiables et évaluables permettant ainsi de disposer d'une vision claire de ce que la Fédération Wallonie-Bruxelles veut pour sa jeunesse, de ce qu'elle compte mettre en œuvre pour aller dans ce sens, d'en mesurer les impacts, de l'évaluer et de la faire évoluer en fonction des besoins des jeunes.

Cette stratégie jeunesse constituerait une véritable colonne vertébrale offrant un référentiel commun. Elle permettrait une interdisciplinarité, dans des politiques telles que l'emploi, l'éducation, ou même l'inclusion sociale qui concernent directement les jeunes, et une transversalité, en impliquant les divers niveaux de pouvoirs sur des objectifs communs.

Outre cet axe politique, les acteurs de jeunesse pourront aussi clairement percevoir ces objectifs et s'en saisir. Agir ensemble dans une même direction permet non seulement de renforcer les mesures mises en place pour réaliser les objectifs, mais aussi de consolider les différentes synergies.

Enfin, il est également indispensable que cette stratégie jeunesse soit le fruit d'un espace de co-décision en Communauté française, impliquant les acteurs de terrain qui sont quotidiennement en relation avec les jeunes, leur réalité, leurs difficultés, leurs forces, leurs attentes et leurs besoins. Cette collaboration est essentielle durant l'ensemble du processus. Des exemples d'espaces de co-décision en matière de jeunesse existent déjà et démontrent leur efficacité et leur intérêt. C'est ainsi le cas du G100 organisé le 10 novembre dernier par les Jeunes Ambassadeurs Belges auprès de l'Union européenne du Conseil de la Jeunesse.

Une vision claire avec des décisions mesurables et évaluables, de la transversalité et des synergies, un espace de co-décision... Voici ce qu'une stratégie jeunesse peut être en mesure d'apporter concrètement. Une stratégie indispensable et réclamée par les jeunes qui souhaitent avoir l'opportunité de s'exprimer.

Engage, connect and empower sont les leitmotivs de la nouvelle stratégie jeunesse européenne. Gageons que la Fédération Wallonie-Bruxelles comprendra également l'importance d'engager les jeunes, les divers acteurs de jeunesse et les décideurs politiques dans l'élaboration et le suivi d'une stratégie jeunesse afin de les mettre en lien et de donner aux jeunes l'opportunité de se développer par l'acquisition de compétences et la prise en main de responsabilités.

Le Conseil de la Jeunesse a commencé son plaidoyer auprès des candidats tête de liste dans le cadre de la triple élection de mai 2019. Les BeYA's et les membres du Conseil de la Jeunesse seront attentifs aux négociations des politiques.

... Affaire à suivre donc !

Le savais-Tu ?

A partir de 2019, nous ne parlerons plus de Dialogue Structuré, mais de...

Dialogue JEUNESSE !

Intéressé.e ? conseil.jeunesse@cfwb.be

Jeux !

Retrouve les mots clés du Dialogue Structuré !

Envoie une photo de toi

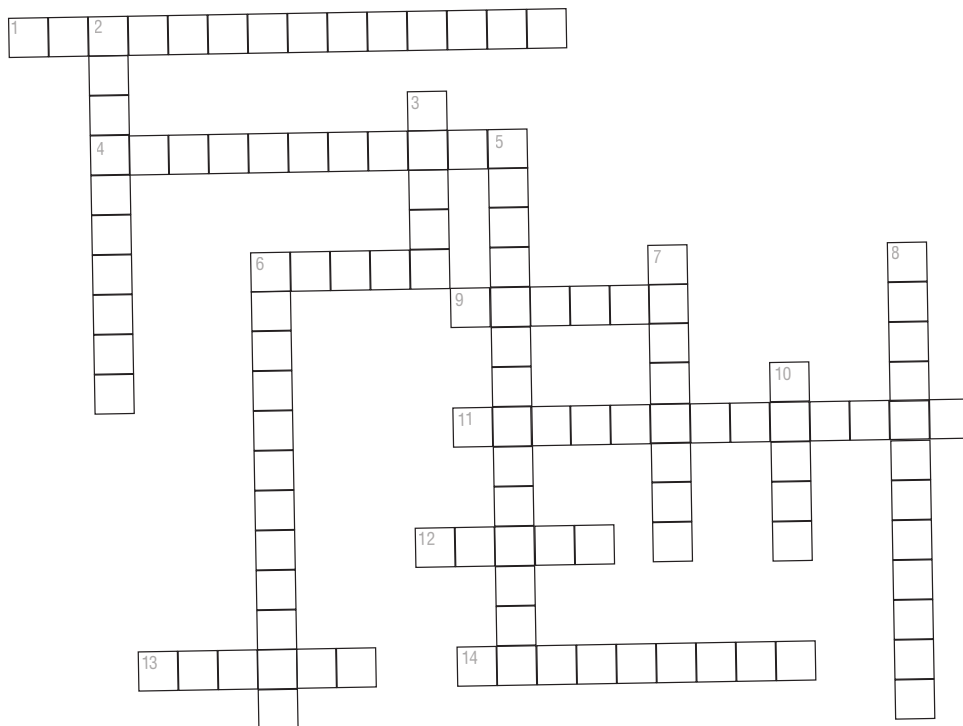
à l'adresse suivante elisabeth.evrard@cfwb.be

avec la grille complétée

et gagne une clé USB !

VERTICAL

2. Elle est mise en place pour atteindre un but.
3. Pour le Conseil de la Jeunesse, tu l'es entre 16 et 30 ans.
5. Proposition élaborée en vue d'améliorer ou de changer quelque chose.
6. Elles sont réalisées par les BeYA pour porter la voix des jeunes.
7. Discussion entre minimum deux personnes.
8. Ativité bénévole.
10. F, M ou X.



HORIZONTAL

1. Fait de traiter un groupe de personnes moins bien qu'un autre.
4. Jeune qui te représente lors des Conférences de jeunesse européennes.
6. Période de 18 mois qui rythme le Dialogue Structuré.
9. Activité rémunérée.
11. Souvent confondu avec le climat, il l'entoure.
12. Opposé du passé.
13. Continent sur lequel tu vis.
14. Implication des jeunes et des citoyens dans leur société.

Dialogue Structuré

- CYCLE 6 -

2017-2018

68A, rue du Commerce 1040 Bruxelles
02/4132930 - conseil.jeunesse@cfwb.be

www.dialoguejeunesse.be

 @conseil.jeunesse

 @conseiljeunesse



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

